

Positionspapier

Initiator*innen:

Titel: Sortons de la crise climatique : une vie épanouissante pour toutes et tous !

Antragstext

1 **Sortons de la crise climatique : une vie**
2 **épanouissante pour toutes et tous !**

3 La crise climatique est le problème le plus urgent de notre époque. Elle menace
4 plusieurs des bases de notre vie sur terre. Si l'on veut éviter que cette crise
5 ne prenne l'ampleur catastrophique à laquelle on peut s'attendre aujourd'hui,
6 voire qu'elle n'entraîne des conséquences encore plus graves, le réchauffement
7 du climat terrestre ne doit pas dépasser 1.5°C par rapport à l'ère pré-
8 industrielle. Le réchauffement actuel est déjà de 1.1°C. La limite de 1.5°C
9 devrait être atteinte en 2028. L'urgence, c'est maintenant ![\[1\]](#)

10 Jusqu'à présent, la politique climatique suisse dominée par l'idéologie
11 bourgeoise n'a pris que des mesures parfaitement insuffisantes. En tant que JS
12 Suisse, nous savons qu'il est nécessaire de dépasser le capitalisme pour pouvoir
13 endiguer la crise climatique de manière adéquate. Nous nous engageons pour une
14 politique climatique sociale, efficace et conséquente, et nous nous sommes déjà
15 penché·es sur la gestion de la crise climatique dans plusieurs papiers de
16 position et résolutions.[\[2\]](#) En 2016, nous avons adopté un papier de position sur
17 ce thème, et en 2019, nous avons présenté un plan de mesures concrètes.

18 Mais il ne suffit pas de vouloir dépasser le capitalisme, il faut savoir où nous
19 voulons aller. C'est pourquoi ce papier esquisse une vision qui doit poser les
20 jalons de notre politique climatique. Une vision sur la manière dont nous
21 pouvons éviter la crise climatique et ainsi offrir à tous·tes une vie

22 épanouissante en renversant le système existant et en opérant un changement de
23 système transformateur.

24 **Le capitalisme comme cause de la crise climatique**

25 Le capitalisme se définit par la propriété privée des moyens de production.
26 Historiquement, la première étape vers celle-ci fut l'accumulation primitive,[\[3\]](#)
27 rendue possible notamment par la privatisation de champs communs. Les colonies
28 européennes ont également joué un rôle clef. La destruction de l'environnement
29 et des conditions de vie dans les territoires colonisés, combinée avec
30 l'exploitation du travail de personnes réduites en esclavage, a livré les
31 ressource qui ont rendu possible l'apparition du mode de production capitaliste.
32 C'est par exemple ainsi que les colons britanniques ont complètement démantelé
33 l'industrie textile indienne qui fonctionnait de façon durable depuis des
34 millénaires, pour détourner les livraisons de coton vers le capitalisme européen
35 naissant.

36 La propriété privée des moyens de production signifie qu'une poignée de
37 bourgeois possède l'ensemble des infrastructures nécessaires à la production de
38 biens et de services, et peut donc décider seule de leur utilisation, sans avoir
39 à tenir compte des besoins des 99% et des capacités planétaires. Mais cela ne
40 signifie pas que les capitalistes sont libres de faire ce qu'elles et ils
41 veulent : elles et ils sont soumis·es aux contraintes de la concurrence. Pour
42 pouvoir rivaliser avec les autres capitalistes, il leur faut accumuler du
43 capital. C'est pourquoi tout le système est basé sur la maximisation du profit à
44 long terme et la croissance.

45 La maximisation des profits à court terme permet aux bourgeois d'accumuler
46 autant de capital que possible. Pour maximiser ces profits, elles et ils
47 exploitent non seulement les travailleuse·eurs, mais aussi l'environnement. Pour
48 faire du profit, le capital essaie continuellement d'élargir sa prise sur la
49 nature. Cela passe non seulement par l'achat de terre, mais aussi par
50 l'appropriation par la violence. Les peuples indigènes et les petit·es
51 paysan·nes sont celles et ceux qui en souffrent le plus.

52 D'un point de vue scientifique, les émissions de gaz à effet de serre d'origine
53 humaine sont la cause de la crise climatique. Ces dernières viennent en grande
54 partie des combustibles fossiles. Et c'est là le problème : sans énergies
55 fossiles, nous n'aurions pas de transports bon marché, de faibles coûts de
56 production, et donc pas le profit maximal. Et même si, actuellement, certaines
57 sources d'énergie renouvelables auraient des coûts plus faibles, les bourgeois
58 ont peu intérêt à cesser d'investir dans les énergies fossile tant qu'elles sont
59 encore profitables. De plus, cette maximisation du profit fonctionne sur le
60 court terme, et est donc à l'opposé de la perspective à long terme nécessaire

61 pour respecter les limites planétaires. En bref : ce qui n'est pas rentable ici
62 et maintenant passe à la trappe, et peu importe les conséquences dévastatrices
63 pour notre planète et surtout pour les individus l'habitant.

64 Une partie des profits va directement dans la poche des bourgeois, tandis qu'une
65 autre partie est investie dans les entreprises pour les moderniser et les
66 agrandir pour qu'elles puissent produire plus, et moins cher. On appelle ce
67 processus l'accumulation du capital. Si les capitalistes n'agissaient pas comme
68 ça, elles et ils seraient écrasés par la concurrence. Il en résulte un cercle
69 vicieux dans lequel la production croît indéfiniment et les émissions de gaz à
70 effet de serre augmentent indéfiniment. La conséquence directe de l'accumulation
71 du capital est une obligation de croissance. La masse toujours plus importante
72 de biens doit ensuite être consommée, ce qui est rendu possible entre autre par
73 la publicité et l'obsolescence programmée. [4] La surconsommation est donc une
74 conséquence directe de la surproduction capitaliste.

75 Enfin, dans le capitalisme, les personnes qui détiennent la richesse disposent
76 d'un énorme pouvoir politique. Les richissimes lobbys des combustibles fossiles,
77 et de tous les autres intérêts économiques qui contrastent clairement avec la
78 protection de l'environnement, bloquent toute politique environnementale qui
79 nuirait aux intérêts des capitalistes. Cela passe notamment pas la diffusion de
80 "fake news", et par des campagnes qui relativisent la gravité du problème et
81 appellent à préserver le système destructeur actuel. C'est encore un élément
82 caractéristique du capitalisme qui le rend incompatible avec la protection de
83 l'environnement.

84 Le pourcent le plus riche profite considérablement de ce système destructeur,
85 tandis que les 99% restants en souffrent. Les personnes racisées, les femmes,
86 les minorités de genre, les travailleuse·eurs du Sud global, les personnes les
87 plus pauvres du Nord global et les animaux sont particulièrement touchés. Bien
88 qu'elles aient peu contribué à la crise climatique, ces groupes sont affectés à
89 plusieurs titres par ce système destructeur. D'une part, ils sont exploités dans
90 le processus qui provoque la crise climatique, par l'interaction du capitalisme
91 et d'autres systèmes d'oppression. D'autre part, ils sont les plus touchés par
92 les conséquences de la crise climatique. Ils sont massivement menacés par les
93 catastrophes naturelles, vivent dans des environnements pollués et ont plus de
94 mal à s'adapter en raison de leur vulnérabilité économique.

95 **Pour une politique climatique sociale**

96 La réponse de la politique suisse bourgeoise à cette situation intenable se
97 résume en deux mots : responsabilité individuelle. On nous présente la crise
98 climatique comme un problème individuel et non systémique. L'idée est que pour
99 résoudre la crise climatique, il suffit de laisse le marcher s'orienter vers des

100 branches ayant un impact écologique moindre, comme les voitures électriques. En
101 fait, on traite le problème environnemental comme une nouvelle opportunité de
102 croissance. Cette idée résulte d'un calcul capitaliste : on cache ainsi les
103 gros·ses émettrice·teurs de gaz à effet de serre, et on met la faute sur les
104 individus, qui se blâment mutuellement. Pourtant les leviers importants sont les
105 grandes entreprises et le pourcent le plus riche. On met en avant la
106 responsabilité individuelle sans toucher aux véritables responsables de la crise
107 climatique. Le pourcent le plus riche, les grosses entreprises et la place
108 financière suisse sont protégé·es. Les militant·es qui alertent sur cette
109 situation et s'y opposent sont réprimé·es dans le monde entier.

110 Les nouvelles lois en Suisse ne prévoient que des incitations mais pas
111 d'interdictions. Il en résulte une hausse des prix de l'essence et du chauffage
112 au mazout, ainsi que d'autres conséquences négatives pour la population. L'échec
113 de l'incohérente loi CO2 symbolise cette tendance. Cette dernière a été rejetée
114 dans les urnes à l'été 2021. Seul soi-disant acquis de la politique climatique
115 bourgeoise de la Suisse, c'était une proposition injuste et inefficace, qui
116 aurait misé sur la responsabilité individuelle des 99% et sur des incitations
117 financières, sans demander des comptes aux véritables responsables de la crise
118 climatique. On voit donc bien que dans leur "politique climatique", les
119 bourgeois échouent complètement.

120 Parmi les autres caractéristiques de la politique climatique bourgeoise, on
121 trouve la focalisation sur la consommation, les mécanismes marchands et les
122 solutions technologiques. La focalisation sur la consommation est une
123 conséquence directe du conte de fée de la responsabilité individuelle. La
124 politique climatique bourgeoise vise créer de nouvelles pratiques de
125 consommation des 99% plutôt que de renverser la logique de surconsommation et de
126 surproduction. Nous sommes pourtant conscient·e·s que la surproduction et les
127 incitations à la consommation, propres au système capitaliste, mènent à la
128 surconsommation et, donc, à l'épuisement des ressources planétaires. Les
129 mécanismes marchands comme les droits d'émission échangeables jouent également
130 un grand rôle dans la politique climatique bourgeoise. Lors des négociations
131 internationales sur le climat, la Suisse soutient particulièrement ces
132 mécanismes, surtout afin de financer des réductions des émissions dans d'autres
133 États (qui auraient en partie eu lieu de toute façon) au lieu de s'occuper de
134 ses propres émissions. Ces mécanismes marchands ne sont pas simplement un moyen
135 insuffisant pour une politique climatique efficace : ils se sont même montrés
136 contre-productifs dans leurs premières années d'application, en ralentissant la
137 sortie des énergies fossiles. Enfin, la politique climatique actuelle est
138 caractérisée par la croyance que les technologies et les innovations pourraient
139 résoudre la crise climatique. Le développement de technologies de moins en moins
140 polluantes est assurément une très bonne chose, et sera extrêmement utile, tout
141 comme le progrès scientifique. Il est cependant clair que ces nouvelles

142 technologies ne suffiront pas à résoudre la crise. Et surtout, l'impératif de la
143 croissances réduit à néant les bénéfices potentiels de ces technologies. Des
144 machines moins polluantes encourageront les capitalistes à produire encore plus,
145 pour accumuler encore plus de profit. Les nouvelles technologies ne sont pas
146 employées pour produire la même quantité de quelque chose en moins de temps,
147 mais pour produire plus sur la même durée. De fait, les innovation ne peuvent
148 avoir un impact positif que sur une société libérée de la logique capitaliste.
149 Ce n'est qu'au sein d'une société post-croissance que le progrès technologique
150 pourra bénéficier à l'environnement et aux gens, au non accélérer les processus
151 d'exploitation et d'élimination des ressources naturelles.

152 Nous avons donc besoin de toute urgence d'une alternative à cette politique
153 climatique bourgeoise : une politique climatique sociale. Nous n'attribuons pas
154 la responsabilité de la crise climatique aux individus : nous montrons que c'est
155 le capitalisme qui en est responsable. Ce ne sont pas les 99%, mais les
156 personnes qui profitent le plus de ce système destructeur – les ultra-riches -
157 qui doivent payer pour combattre la crise et ses conséquences. Les grandes
158 entreprises et la place financières doivent également , par des interdictions,
159 une taxation et un contrôle démocratique, enfin être tenues responsables. Notre
160 politique climatique ne veut pas changer les habitudes de consommation des 99%,
161 mais le mode de production. Nous avons donc besoin d'une transformation
162 écosociale de la sphère productive. Cette transformation ne doit laisser
163 personne sur le bord du chemin : la dimension sociale de notre politique
164 climatique est absolument centrale. En outre, pour assurer une transition
165 écologique pour le 99%, le travail du care doit être un levier important et une
166 composante principale de la lutte contre la crise climatique. Enfin, notre
167 politique climatique est internationaliste et défend la justice climatique. Les
168 99% du Sud global doivent être protégé·es au mieux des conséquences de la crise
169 climatique, et soutenu·es inconditionnellement pour s'adapter à cette situation.

170 **Notre vision : une vie épanouissante pour tous·tes !**

171 Nous voyons donc que le capitalisme provoque et favorise les crises, et fonde le
172 profit d'un petit nombre sur l'exploitation des 99%. C'est maintenant que nous
173 devons oser nous lancer vers un avenir qui garantit à tous·tes une vie
174 épanouissante. De nombreux plans de mesures détaillant les étapes vers une
175 société sociale et radicalement anticapitaliste existent déjà, il faut
176 maintenant les appliquer, et pour cela, nous devons récupérer l'argent qui nous
177 revient ! Pour que nous puissions montrer aux gens quelle est la société pour
178 laquelle nous voulons nous battre, nous avons besoin d'idées claires, et nous en
179 avons : notre vision d'une société écosocialiste s'appuie sur trois piliers :
180 planification écologique démocratique, post-croissance et économie du care.

181 **Planification écologique démocratique**

182 La transformation économique ne peut pas se produire isolément, mais
183 s'accompagne obligatoirement d'une transformation radicale de toutes les
184 structures sociales. L'objectif doit être une économie planifiée démocratique,
185 écologique et décentralisée : ce n'est qu'ainsi que l'on pourra mettre l'intérêt
186 de l'ensemble de la société au cœur de nos préoccupations. Par une gestion et
187 une planification à plusieurs niveaux, au sein des entreprises, dans les
188 institutions politiques ou via les associations. Une gestion les personnes
189 concernées décideraient elles-mêmes de la production et des moyens nécessaires
190 pour y parvenir en tenant compte des besoins des populations et des capacités de
191 l'environnement. Nous devons garantir que la production soit raisonnée et
192 reflète les besoins réels des populations, que le tournant écologique commence
193 et qu'il se fasse dans l'intérêt du plus grand nombre et enfin que ni la nature,
194 ni les animaux, ni les humains n'aient à subir l'exploitation.

195 **Post-croissance**

196 Notre société doit impérativement être libérée de l'obligation capitaliste de la
197 croissance. Nous aspirons à une société post-croissance, qui implique une
198 dématérialisation, une responsabilisation et une relocalisation de l'économie
199 par une réduction contrôlée des activités économiques qui nécessitent des
200 intrants matériels.[\[5\]](#) On pourra ainsi endiguer puis surmonter la surproduction
201 comme la surconsommation. Cela signifie qu'il faut lancer un processus qui
202 aspire à construire une nouvelle société fondées sur d'autres valeurs, telles
203 que la durabilité, la démocratie, l'équité et le bien-être collectif. La
204 croissance peut et doit se référer à la qualité, et non plus, comme jusqu'à
205 présent, à la quantité. Il faut produire mieux et en fonction des besoins,
206 plutôt que toujours plus. Pour que les gens aient plus de temps pour s'épanouir,
207 nous avons besoin d'une réduction massive du temps de travail. Cela laissera
208 plus de temps pour les activités sociales et la famille. En outre, cette mesure
209 pourra contribuer de manière décisive à la suppression des inégalités sociales.

210 **Économie du *care***

211 Dans une société écosocialiste, le travail du *care* joue un rôle central : c'est
212 le seul moyen pour que la vie en commun au sein d'une société réponde aux
213 besoins humains et animaux. Le secteur du *care* doit être collectivisé et
214 organisé démocratiquement.[\[6\]](#) Le recours aux services de *care* représente un
215 besoin fondamental de tout individu sentient, ce qui fait du *care* une pierre
216 angulaire de toute forme de vie en commun.[\[7\]](#) L'organisation décentralisée et
217 étatisée des structures du *care* au sein des communautés est donc inévitable et
218 cruciale pour une autogestion décentralisée et axée sur les besoins.

219 Une société solidaire, qui répartit de manière juste le travail de *care* en son
220 sein, est plus résistante aux crises. Grâce à une trame sociale solide, elle est
221 plus résiliente face aux catastrophes et aux crises - une qualité dont le besoin
222 devient urgent, notamment avec la multiplication des phénomènes météorologiques
223 extrêmes dans le cadre de la crise climatique.

224 **Vers le tournant écosocialiste !**

225 Si nous voulons garantir non seulement la survie, mais aussi une vie
226 épanouissante pour chacun·e, il faut initier le tournant dès maintenant. Le
227 dépassement du capitalisme est inévitable, et plus urgent que jamais. Nous ne
228 croyons pas au conte de fée de la croissance verte ; nous nous engageons pour
229 une politique climatique radicalement sociale et anticapitaliste. Les
230 responsables de la crise auraient déjà dû passer à la caisse hier, mais
231 aujourd'hui nous leur demandons des comptes, car il est temps d'en finir avec ce
232 système destructeur ! Un autre monde est possible : en avant pour
233 l'écosocialisme !

234 [\[1\]](#) Masson-Delmotte, Valérie et al. : Global Warming of 1.5°C. Summary for
235 policy makers (im Rahmen des IPCC Berichtes), o.0 2022

236 [\[2\]https://juso.ch/fr/positions/climat/](https://juso.ch/fr/positions/climat/)

237 [\[3\]](#) L'accumulation primitive désigne le processus (environ à partir du 15e
238 siècle) qui a permis la mise en place des rapports de production capitalistes et
239 de l'accumulation du capital.

240 [\[4\]](#) L'obsolescence programmée désigne la limitation consciente par une
241 entreprise de la durée de vie d'un produit.

242 [\[5\]](#) Grève du climat suisse : Plan d'action climatique. 2021, p. 29. :
243 [https://admin.climatestrike.ch/uploads/Plan_d_action_climatique_1_0_32d21fb652.p](https://admin.climatestrike.ch/uploads/Plan_d_action_climatique_1_0_32d21fb652.pdf)
244 [df](#)

245 [\[6\]](#) Winker, Gabriele: Care-Revolution als feministisch-marxistische
246 Transformationsperspektiv, in: das Argument, XX 2015, p. 538.

247 [\[7\]](#) Madörin, Mascha: Care Ökonomie. Eine Herausforderung für die
248 Wirtschaftswissenschaften, in: Caglar, Gülay (Hrsg.): Gender and Economics.
249 Feministische Kritik der politischen Ökonomie, Wiesbaden 2010, p. 90.

Positionspapier

Initiator*innen:

Titel: **Uscire dalla crisi climatica: una buona vita per tutt*!**

Antragstext

1 **Uscire dalla crisi climatica: una buona vita per**
2 **tutt*!**

3 La crisi climatica è il problema più urgente del nostro tempo. È una minaccia
4 per molte delle condizioni fondamentali della vita sulla terra. Per evitare che
5 assuma le proporzioni catastrofiche che si possono ipotizzare attualmente, o che
6 porti a conseguenze ancora peggiori, il riscaldamento del clima terrestre non
7 dovrà superare 1,5°C rispetto all'epoca preindustriale. Il riscaldamento odierno
8 è già di 1,1 °C. Il limite di 1,5°C dovrebbe essere raggiunto nel 2028:
9 l'emergenza è ora!^[1]

10 La politica climatica svizzera, dominata dalla borghesia, ha finora adottato
11 solo misure assolutamente insufficienti. Nella GISO Svizzera sappiamo che
12 dovremo superare il capitalismo per poter contenere adeguatamente la crisi
13 climatica. Siamo a favore di una politica climatica sociale, efficace e coerente
14 e abbiamo già affrontato la crisi climatica in una serie di documenti e
15 risoluzioni.^[2] Nel 2016 è stato adottato un documento sul tema e nel 2019 è
16 stato presentato un piano d'azione concreto.

17 Ma la volontà di superare il capitalismo da sola non basta, bisogna anche sapere
18 dove si vuole andare. Per questo motivo, in questo documento tracciamo una
19 visione che intende definire la direzione della nostra politica climatica. Una
20 visione di come possiamo evitare la crisi climatica e di conseguenza creare una
21 buona vita per tutt* attraverso il rovesciamento del sistema esistente e un

22 cambiamento sociale.

23 **Il capitalismo come causa della crisi climatica**

24 Il capitalismo è definito dalla proprietà privata dei mezzi di produzione.
25 Storicamente, il primo passo verso questo obiettivo è stata l'accumulazione
26 originaria^[3], resa possibile, tra l'altro, dalla privatizzazione dei campi
27 comuni. Anche le colonie europee hanno svolto un ruolo fondamentale. La
28 distruzione dell'ambiente e della vita sociale dei territori colonizzati, unita
29 allo sfruttamento del lavoro delle persone schiavizzate, ha fornito le risorse
30 che hanno reso possibile la produzione capitalistica. Ad esempio, i coloni
31 britannici smantellarono completamente l'industria tessile indiana, che
32 funzionava in modo sostenibile da millenni, per dirottare le forniture di cotone
33 verso il nascente capitalismo europeo.

34 La proprietà privata dei mezzi di produzione significa che una manciata di
35 borghesi possiede tutte le infrastrutture necessarie per la produzione di beni e
36 servizi e quindi decide da sola sul loro utilizzo - senza dover prestare
37 attenzione ai bisogni del 99% e alle capacità del pianeta. Ma questo non
38 significa che i/le* capitalist* siano liberi di fare ciò che vogliono: sono
39 soggett* ai vincoli della concorrenza reciproca. Per tenere il passo e rimanere
40 concorrenziali, devono accumulare capitale. Per questo motivo, l'intero sistema
41 si basa sulla massimizzazione del profitto a breve termine e sulla necessità di
42 crescita.

43 La massimizzazione del profitto a breve termine consente alla borghesia di
44 accumulare quanto più capitale possibile. Per massimizzare i profitti, vengono
45 sfruttate le persone lavoratrici e l'ambiente. Per ottenere un profitto, il
46 capitale cerca continuamente di espandere la propria influenza sulla natura. Ciò
47 non avviene solo acquistando la terra, ma anche appropriandosene con la
48 violenza. Le popolazioni indigene e i/le* piccol* agricoltor* sono quelli che ne
49 soffrono di più.

50 Scientificamente, le emissioni di gas serra di origine antropica sono la causa
51 della crisi climatica. Questi provengono in gran parte da combustibili fossili.
52 Ed è proprio qui che sta il problema: senza energie fossili, non c'è trasporto a
53 basso costo, non ci sono bassi costi di produzione e quindi non c'è il massimo
54 profitto. E anche se oggi alcune fonti di energia rinnovabile sarebbero
55 investimenti più convenienti, i/le borghesi hanno poco interesse nello smettere
56 di investire nei combustibili fossili, finché questi rimangono redditizi.
57 Inoltre, questa massimizzazione dei profitti avviene a breve termine e quindi
58 incarna l'esatto opposto della prospettiva a lungo termine necessaria per
59

60 rispettare i limiti del pianeta. In breve: tutto ciò che non è redditizio qui e
61 ora viene scartato, senza tener conto delle conseguenze devastanti per il nostro
pianeta e soprattutto per chi lo abita.

62 Mentre una parte dei profitti finisce direttamente nelle tasche de* borghesi,
63 un'altra parte viene investita nelle loro imprese per modernizzarle e
64 ingrandirle in modo da produrre di più e a minor prezzo: questo processo si
65 chiama accumulazione di capitale. Se i/le capitalist* non agiscono in questo
66 modo, saranno sopraffatti dalla concorrenza. Ciò crea un circolo vizioso in cui
67 la produzione cresce all'infinito e le emissioni di gas serra aumentano
68 all'infinito, in un mondo con risorse limitate. L'accumulo di capitale si
69 traduce quindi in una spinta alla crescita. Questa massa sempre crescente di
70 beni deve poi essere consumata, e ciò è reso possibile, tra l'altro, dalla
71 pubblicità e dall'obsolescenza programmata¹⁴¹. Il sovraconsumo è quindi una
72 conseguenza diretta della sovrapproduzione capitalistica.

73 Infine, nel capitalismo chi detiene la ricchezza ha un enorme potere politico.
74 Le ricchissime lobby dei combustibili fossili e di tutti quegli interessi
75 economici in netto contrasto con la protezione dell'ambiente congelano ogni tipo
76 di politica ambientale che contrasti gli interessi dei capitalisti. Inoltre
77 diffondono "fake news" e fanno campagne per relativizzare il problema e
78 preservare il sistema attuale distruttivo. Questo è un ennesimo elemento
79 caratteristico del capitalismo che rende impossibile la protezione
80 dell'ambiente.

81 Questo sistema distruttivo avvantaggia in modo massiccio l'1% più ricco, mentre
82 il restante 99% soffre. Le persone di colore e le persone FLINTA*¹⁵¹, le persone
83 che lavorano nel Sud globale, le persone più povere del Nord globale e gli
84 animali sono particolarmente colpite. Nonostante abbiano contribuito molto poco
85 al riscaldamento climatico, queste persone soffrono maggiormente sotto questo
86 sistema distruttivo. Da un lato, sono sfruttate nel processo che causa la crisi
87 climatica attraverso l'interazione tra capitalismo e altri sistemi di
88 oppressione, d'altra parte, sono le più colpite dalle conseguenze della crisi
89 climatica. Infatti, queste persone sono minacciate dai disastri naturali, vivono
90 in un ambiente inquinato e hanno le maggiori difficoltà di adattamento a causa
91 della loro vulnerabilità economica.

92 **Per una politica climatica sociale**

93 La risposta della politica svizzera a queste condizioni insostenibili può essere
94 riassunta in una parola: responsabilità individuale. La crisi climatica viene
95 presentata come un problema individuale piuttosto che sistemico. L'idea è che
96

97 per risolvere la crisi climatica basta lasciare che i mercati si spostino verso
98 branche meno ecologicamente impattanti, come quella delle auto elettriche.
99 Addirittura, il problema ambientale viene visto come nuova opportunità di
100 crescita. Queste idee seguono un calcolo capitalistico: i grandi emettitori di
101 gas serra vengono nascosti e la colpa viene cercata nelle singole persone, che
102 finiscono per accusarsi a vicenda. Le grandi responsabili, tuttavia, sono le
103 grandi aziende e l'1% più ricco. Chi richiama l'attenzione, tramite l'attivismo,
su queste questioni subisce la repressione in tutto il mondo.

104 Le nuove leggi in Svizzera prevedono solo incentivi finanziari, ma non divieti.
105 Ciò comporta un aumento dei prezzi della benzina e del gasolio per i
106 riscaldamenti, così come altre conseguenze negative per la popolazione. Queste
107 misure sono tutt'altro che efficaci e colpiscono in modo particolare le persone
108 a basso reddito. Il fallimento dell'incoerente legge sulla CO2, respinta in
109 votazione nell'estate 2021, è l'emblema di questa evoluzione. Come unico
110 presunto risultato della politica climatica borghese della Svizzera, si trattava
111 di una proposta di legge ingiusta e inefficace, che avrebbe fatto leva sulla
112 responsabilità individuale del 99% e sugli incentivi finanziari senza ritenere
113 sufficientemente responsabili chi inquina veramente. È chiaro che la "politica
114 climatica" borghese sia un completo fallimento.

115 Possiamo definire l'attenzione al consumo, ai meccanismi di mercato e alle
116 soluzioni tecnologiche come ulteriori caratteristiche della politica climatica
117 borghese. L'attenzione al consumo è una conseguenza diretta della favola della
118 responsabilità individuale. La politica climatica borghese mira a creare nuove
119 modalità e pratiche di consumo per il 99% invece che invertire le logiche di
120 sovrapproduzione e sovraconsumo. Eppure siamo consapevoli che la
121 sovrapproduzione e gli incentivi al consumo insiti nel sistema capitalista
122 portano ad un utilizzo eccessivo e all'esaurimento delle risorse del pianeta. .
123 Inoltre, i meccanismi di mercato, come i diritti di emissione negoziabili,
124 svolgono un ruolo importante nella politica climatica borghese. La Svizzera è
125 una sostenitrice particolarmente accanita di questi meccanismi nei negoziati
126 internazionali sul clima, che finanziano principalmente le riduzioni delle
127 emissioni in altri Paesi - alcune delle quali sarebbero avvenute comunque -
128 invece di occuparsi delle proprie emissioni. Questi meccanismi di mercato non
129 solo sono uno strumento insufficiente per una politica climatica efficiente, ma
130 hanno addirittura svolto un ruolo controproducente nei primi anni della loro
131 applicazione, rallentando l'eliminazione graduale delle energie fossili. Infine,
132 l'attuale politica climatica è caratterizzata dalla convinzione che le
133 tecnologie e l'innovazione possano risolvere la crisi climatica autonomamente.

134 Lo sviluppo di tecnologie sempre meno impattanti sull'ambiente è sicuramente
135 un'ottima cosa e sarà estremamente utile, esattamente come lo è il progresso

136 scientifico. Sicuramente, però, queste nuove tecnologie non basteranno a
137 risolvere le crisi. E soprattutto, l'imperativo della crescita elimina i
138 potenziali benefici di queste tecnologie. Con macchine meno dannose per
139 l'ambiente i capitalisti saranno ancor più incentivati a produrre di più, in
140 modo da accumulare ancor più profitto. Le nuove tecnologie non vengono usate per
141 produrre la stessa quantità di cose in minor tempo, ma per produrre più cose
142 nello stesso lasso di tempo. Di fatto, le innovazioni potranno davvero avere un
143 impatto positivo solo in una società libera dalle logiche capitaliste. Solo in
144 una società post-crescita il progresso scientifico potrà essere utile al
145 benessere dell'ambiente e delle persone, piuttosto che accelerare i processi di
146 estrazione e smaltimento delle risorse naturali.

147 Abbiamo urgentemente bisogno di un'alternativa a questa politica climatica
148 borghese: una politica climatica sociale. Invece di attribuire la responsabilità
149 della crisi climatica alle singole persone, vogliamo dimostrare che il
150 capitalismo è la causa della crisi climatica. Dovrebbero infatti essere le
151 persone che traggono maggior profitto da questo sistema distruttivo a dover
152 pagare per affrontare la crisi climatica e le sue conseguenze. Anche le grandi
153 imprese e la piazza finanziaria devono essere finalmente chiamate a rispondere
154 delle loro azioni, attraverso divieti, tassazione e controllo democratico. La
155 nostra politica climatica non vuole cambiare il comportamento di consumo del
156 99%, ma il modo di produzione. Abbiamo quindi bisogno di una ristrutturazione
157 eco-sociale della sfera produttiva. Nessun* deve essere lasciato indietro in
158 questa ristrutturazione; la dimensione sociale della nostra politica climatica è
159 assolutamente centrale. Inoltre, per garantire una transizione ecologica
160 favorevole al 99%, il lavoro di cura dovrà essere una leva importante e una
161 delle componenti principali nella lotta al cambiamento climatico. Infine, la
162 nostra politica climatica è internazionalista e per il clima. Pertanto, il 99%
163 del Sud globale deve essere protetto il più possibile dalle conseguenze della
164 crisi climatica e deve essere aiutato incondizionatamente nell'adattarsi a
165 questa situazione.

166 **La nostra visione: una vita dignitosa per tutt*!**

167 Il capitalismo implica e promuove le crisi e rappresenta un profitto per poche
168 persone basato sullo sfruttamento del 99%. Dobbiamo avere il coraggio di
169 combattere ora per un futuro in cui una vita dignitosa sia garantita a tutt*. I
170 piani d'azione con i passi per una politica climatica sociale e radicalmente
171 anticapitalista sono già numerosi, ora dobbiamo contribuire nell'attuarli. Per
172 mostrare alla società per cosa lottare, abbiamo bisogno di idee chiare; la
173 nostra visione eco-socialista della società si basa su tre pilastri:
174 pianificazione ecologica democratica, post-crescita ed economia di cura.

175 **Pianificazione economica democratica**

176 La ristrutturazione economica non potrà avvenire in modo isolato, ma dovrà
177 essere necessariamente accompagnata da una trasformazione radicale di tutte le
178 strutture sociali. L'obiettivo dovrebbe essere un'economia pianificata
179 democratica, decentralizzata ed ecologica; solo in questo modo si potrà mettere
180 al centro il benessere della società nel suo insieme. Servono gestione e
181 pianificazione su più livelli, all'interno di aziende, istituzioni politiche o
182 attraverso le associazioni. Una gestione in cui le persone interessate decidono
183 democraticamente la produzione e le risorse necessarie, tenendo conto dei
184 bisogni della popolazione e delle capacità dell'ambiente. Dobbiamo fare in modo
185 che la produzione sia giustificata e rispecchi i bisogni reali delle persone,
186 che la svolta ecologica abbia inizio e sia nell'interesse della maggioranza e
187 che non vengano sfruttati né la natura, né gli animali, né le persone.

188 **Post-crescita**

189 È indispensabile liberare la nostra società dalla costrizione capitalistica alla
190 crescita. Ci stiamo impegnando per una società post-crescita, che implica la
191 dematerializzazione, il potenziamento e la rilocalizzazione dell'economia
192 attraverso la riduzione controllata delle attività economiche con un consumo
193 materiale concreto¹⁶¹, per frenare e poi superare la sovrapproduzione e il
194 consumo eccessivo. Questo significa avviare un processo che ambisce a costruire
195 una nuova società basata su altri valori, come la sostenibilità, la democrazia,
196 l'equità e il benessere collettivo. La crescita può e deve essere legata solo
197 alla qualità, e non alla quantità come in passato. Dovrebbe essere migliore e
198 orientata ai bisogni, invece di limitarsi a produrre sempre di più. Affinché le
199 persone abbiano più tempo per vivere e svilupparsi, si dovrebbe attuare una
200 massiccia riduzione dell'orario di lavoro. Questo lascerà più tempo per le
201 attività sociali e la famiglia. Inoltre, questo passo potrà dare un contributo
202 centrale all'eliminazione delle disuguaglianze sociali.

203 **Lavoro di cura**

204 In una società ecosocialista, il lavoro di cura ha un ruolo centrale. I settori
205 dell'assistenza devono essere collettivizzati e organizzati
206 democraticamente. L'utilizzo di servizi di assistenza è un bisogno fondamentale
207 di ogni essere senziente, il che rende il lavoro di assistenza una questione
208 fondamentale per ogni forma di convivenza.¹⁸¹ L'organizzazione decentralizzata e
209 statale delle strutture di assistenza all'interno delle comunità è quindi
210 inevitabile per un autogoverno decentralizzato e orientato ai bisogni.

211 Una società solidale, in cui il lavoro di cura è distribuito in modo equo, crea
212 una resistenza alle crisi. Una rete sociale forte rende più resilienti in caso
213 di disastri e crisi – cosa di cui c'è urgente bisogno soprattutto con l'aumento
214 degli eventi meteorologici estremi nella crisi climatica.

215 **Per una svolta ecosocialista!**

216 Se vogliamo garantire non solo la sopravvivenza, ma anche una buona vita per
217 tutt*, il momento di cambiare è ora. Il superamento del capitalismo è
218 inevitabile e più urgente che mai. Non crediamo nella favola della crescita
219 verde, ma ci battiamo per una politica climatica radicalmente sociale e
220 anticapitalista. Ai responsabili della crisi si sarebbe dovuto chiedere di
221 pagare ieri, ma oggi li riteniamo tuttora responsabili, perché è ora di porre
222 fine a questo sistema distruttivo! Un altro mondo è possibile: puntiamo
223 sull'ecosocialismo!

224 ¹¹¹ Masson-Delmotte, Valérie et al. : Global Warming of 1.5°C. Summary for
225 policy makers (nell'ambito del rapport IPCC), o.0 2022

226 ¹²¹ <https://juso.ch/de/standpunkte/klima/>

227 ¹³¹ L'accumulazione originaria si riferisce al processo (a partire dal XV secolo
228 circa) che ha reso possibile l'instaurazione dei rapporti di produzione
229 capitalistici e l'accumulazione di capitale.

230 ¹⁴¹ L'obsolescenza programmata si riferisce alla deliberata limitazione della
231 durata di vita dei prodotti da parte di un'azienda.

232 ¹⁵¹ Donne, lesbiche, persone intersex, non binarie, transessuali e agender,

233 ¹⁶¹ Climatestrike Switzerland: Klimaaktionsplan. Kurzfassung, Zurigo 2021, P.
234 30.

235 ¹⁷¹ Winker, Gabriele: Care-Revolution als feministisch-marxistische
236 Transformationsperspektiv, in: das Argument, XX 2015, S. 538.

237 ¹⁸¹ Madörin, Mascha: Care Ökonomie. Eine Herausforderung für die
238 Wirtschaftswissenschaften, in: Caglar, Gülay (Hrsg.): Gender and Economics.
239 Feministische Kritik der politischen Ökonomie, Wiesbaden 2010, S. 90.

Positionspapier

Initiator*innen:

Titel: Ausweg aus der Klimakrise: Das gute Leben für alle!

Antragstext

Ausweg aus der Klimakrise: Das gute Leben für alle!

Die Klimakrise ist das drängendste Problem unserer Zeit. Sie bedroht etliche Lebensgrundlagen auf der Erde. Um zu verhindern, dass sie jene katastrophalen Ausmasse annimmt, von welchen beim heutigen Verlauf auszugehen ist, oder gar zu noch schlimmeren Konsequenzen führt, darf die Erwärmung des Erdklimas 1.5°C im Vergleich zur vorindustriellen Zeit nicht übersteigen. Die heutige Erhitzung beträgt bereits 1.1°C. Die 1.5 Gradmarke wird voraussichtlich 2028 erreicht, der Notstand ist jetzt![\(1\)](#)

Die bürgerlich dominierte Schweizer Klimapolitik hat bisher nur absolut unzureichende Massnahmen beschlossen. Wir als JUSO Schweiz wissen, dass wir den Kapitalismus überwinden müssen, um die Klimakrise adäquat eindämmen zu können. Wir stehen ein für eine soziale, griffige und konsequente Klimapolitik und haben uns bereits in einer Vielzahl an Positionspapieren und Resolutionen mit der Bewältigung der Klimakrise befasst. [\(2\)](#) 2016 wurde das Positionspapier zum Thema verabschiedet und 2019 ein konkreter Massnahmenplan vorgestellt.

Den Kapitalismus überwinden zu wollen alleine reicht aber nicht, wir müssen auch wissen wo wir hin wollen. Deshalb zeichnen wir mit diesem Papier eine Vision, die die Richtung unserer Klimapolitik vorsehen soll. Eine Vision, wie wir durch den Umsturz des bestehenden Systems und einen transformatorischen gesellschaftlichen Wandel die Klimakrise abwenden und somit ein gutes Leben für

22 alle schaffen können.

23 **Kapitalismus als Ursache der Klimakrise**

24 Der Kapitalismus definiert sich durch das Privateigentum der Produktionsmittel.
25 Historisch gesehen war der erste Schritt dazu die ursprüngliche Akkumulation
26 [\(3\)](#), die unter anderem durch die Privatisierung von gemeinsamen Feldern
27 ermöglicht wurde. Weiter spielten die europäischen Kolonien eine wichtige Rolle.
28 Die Zerstörung der Umwelt, die Lebensweisen in den Kolonien und die Arbeit, die
29 von versklavten Menschen verrichtet wurde, lieferten die Ressourcen, welche die
30 Entstehung der kapitalistischen Produktionsweise ermöglichten. Beispielsweise
31 wurde die Baumwollindustrie in Indien, die seit Jahrtausenden nachhaltig
32 Baumwolltextilien produziert hatte, von Grossbritannien komplett abgebaut, um
33 Rohbaumwolle für den heranwachsenden europäischen Kapitalismus zu liefern.
34 Privateigentum der Produktionsmittel bedeutet, dass eine Handvoll Besitzende die
35 ganze Infrastruktur, die für Produktion von Waren und Dienstleistungen notwendig
36 ist, besitzt und somit allein über deren Einsatz entscheidet - ohne auf die
37 Bedürfnisse der 99% und die Kapazitäten des Planeten achten zu müssen. Doch das
38 bedeutet nicht, dass die Kapitalist*innen frei sind zu machen was sie wollen:
39 sie unterliegen den Zwängen der gegenseitigen Konkurrenz. Um mit anderen
40 Kapitalist*innen mithalten zu können, müssen sie Kapital akkumulieren. Aus
41 diesem Grund basiert das ganze System auf kurzfristiger Profitmaximierung und
42 Wachstumszwang.

43 Die kurzfristige Profitmaximierung ermöglicht den Besitzenden, so viel Kapital
44 wie möglich zu akkumulieren. Um diese Profite zu maximieren, werden nicht nur
45 die Arbeiter*innen sondern auch die Umwelt ausgebeutet. Um Profit zu machen,
46 versucht das Kapital ständig, seinen Zugriff auf die Natur auszuweiten. Dies
47 geschieht nicht nur durch den Erwerb von Land, sondern auch durch dessen
48 Aneignung mittels Gewalt. Darunter leiden vor allem die indigenen Völker und
49 Kleinlandwirt*innen.

50 Wissenschaftlich gesehen sind menschlich erzeugte Treibhausgasemissionen die
51 Ursache der Klimakrise. Diese stammen in grossen Teilen aus fossilen
52 Energieträgern. Und genau da liegt das Problem: Ohne fossile Energien gibt es
53 keinen billigen Transport, keine tiefe Produktionskosten und deshalb keinen
54 maximalen Profit. Und obwohl heute gewisse erneuerbare Energieträger billigere
55 Investitionen wären, haben die Besitzenden wenig Interesse ihre Investitionen in
56 fossilen Energieträgern zu beenden, solange diese noch so profitabel sind. Dazu
57 kommt, dass diese Profitmaximierung eben kurzfristig passiert und somit das
58 genaue Gegenteil der langfristigen Perspektive verkörpert, die notwendig ist, um
59 die planetaren Grenzen zu respektieren. Kurz gefasst: Was nicht hier und jetzt
60 profitabel ist fällt weg – die verheerenden Folgen für unseren Planeten und vor

61 allem die Individuen, die ihn bewohnen, werden dabei ausser Acht gelassen.

62 Während ein Teil des Profits direkt in die Tasche der Besitzenden geht, wird ein
63 anderer Teil in ihre Unternehmen investiert, um sie zu modernisieren und zu
64 vergrössern, damit mehr und billiger produziert werden kann: Dieser Prozess wird
65 Kapitalakkumulation genannt. Wenn die Kapitalist*innen nicht so agieren, werden
66 sie von der Konkurrenz überrollt. Das schafft einen Teufelskreis, in dem die
67 Produktion unendlich wächst und die Treibhausgasemissionen unendlich steigen,
68 und das in einer Welt mit beschränkten Ressourcen. Aus der Kapitalakkumulation
69 ergibt sich also ein Wachstumszwang. Diese immer grössere Warenmasse muss dann
70 auch noch konsumiert werden, und dies wird u.A. durch Werbung und geplante
71 Obsoleszenz(4) ermöglicht. Überkonsum ist also eine direkte Folge der
72 kapitalistischen Überproduktion.
73

74 Schließlich haben im Kapitalismus diejenigen, die den Reichtum besitzen, enorme
75 politische Macht. Die sehr reichen Lobbygruppen der fossilen Brennstoffe und all
76 jene wirtschaftlichen Interessen, die im krassen Gegensatz zum Klimaschutz
77 stehen, blockieren jede Art von Klimapolitik, die den Interessen der
78 Kapitalist*innen zuwiderläuft. Sie verbreiten zudem "Fake News" und versuchen,
79 das Problem zu relativieren und das aktuelle zerstörerische System zu erhalten.
80 Das ist ein weiteres Merkmal des Kapitalismus, welches ernsthaften Klimaschutz
81 verunmöglicht.

82 Von diesem zerstörerischen System profitiert das reichste Prozent massiv,
83 während die restlichen 99% darunter leiden. Besonders davon betroffen sind PoC
84 (5), FLINTA*-Personen (6), die Arbeiter*innen im Globalen Süden, die ärmsten
85 Menschen im Globalen Norden, sowie Tiere. Obwohl sie am wenigsten zur Entstehung
86 der Klimakrise beigetragen haben, leiden diese Menschen mehrfach unter diesem
87 zerstörerischen System. Auf der einen Seite werden sie im Prozess, der die
88 Klimakrise verursacht, durch das Zusammenspiel von Kapitalismus und anderen
89 Unterdrückungssystemen ausgebeutet. Auf der anderen Seite sind sie am stärksten
90 von den Folgen der Klimakrise betroffen. Sie werden massiv von Naturkatastrophen
91 bedroht, leben in einer verschmutzten Umwelt und können sich aufgrund ihrer
92 ökonomischen Vulnerabilität am schwierigsten anpassen.

93 **Für eine soziale Klimapolitik**

94 Die Antwort der bürgerlich geprägten Schweizer Politik auf diese unhaltbaren
95 Zustände lässt sich in einem Wort zusammenfassen: Eigenverantwortung. Die
96 Klimakrise wird als individuelles statt systemisches Problem dargestellt. Die
97 Idee ist, dass die Klimakrise allein dadurch gelöst werden kann, dass die Märkte
98 auf weniger klimaschädliche Produkte wie Elektroautos umsteigen. So wird das
99 Umweltproblem vielmehr als neue Wachstumschance gesehen. Solche Erzählungen

100 folgen kapitalistischem Kalkül: Grosse Treibhausgas-Emittent*innen werden so
101 versteckt und der Fehler wird bei Einzelpersonen gesucht, die sich dann
102 gegenseitig beschuldigen. Die grossen Hebel aber sind die Grosskonzerne und das
103 reichste Prozent. Individuelle Verantwortung wird in den Vordergrund gestellt,
104 ohne die wahren Verursacher*innen der Klimakrise anzuprangern. Das reichste
105 Prozent, Grosskonzerne und der Schweizer Finanzplatz werden in Schutz genommen.
106 Aktivist*innen, die auf diese Problematiken aufmerksam machen und dagegen
107 vorgehen, erfahren weltweit Repressionen.

108 Neue Gesetze in der Schweiz implementieren nur finanzielle Anreize, aber keine
109 Verbote. Daraus resultieren oft höhere Preise für Benzin, Ölheizungen und
110 weitere negative Folgen für die Bevölkerung. Diese Massnahmen sind alles andere
111 als effektiv und treffen einkommensschwache Personen besonders schwer. Das
112 gescheiterte CO2-Gesetz versinnbildlicht diese Entwicklung. Es wurde in der
113 Abstimmung im Sommer 2021 abgelehnt. Als einzige vermeintliche Errungenschaft
114 der bürgerlichen Schweizer Klimapolitik war es eine ungerechte und ineffektive
115 Vorlage, welche auf Eigenverantwortung der 99% und finanzielle Anreize gesetzt
116 hätte, ohne die eigentlichen Verursacher*innen der Klimakrise genügend zur
117 Rechenschaft zu ziehen. Es zeigt sich also klar; die Bürgerlichen versagen auf
118 voller Linie mit ihrer «Klimapolitik».

119 Als weitere Merkmale der bürgerlichen Klimapolitik können wir den Fokus auf den
120 Konsum, Marktmechanismen und technologische Lösungen nennen. Die Fokussierung
121 auf den Konsum ist eine direkte Folge des Eigenverantwortungsmärchens. Die
122 bürgerliche Klimapolitik zielt darauf ab, neue Konsumpraktiken der 99% zu
123 schaffen, anstatt die Logik des Überkonsums und der Überproduktion zu
124 durchbrechen. Wir wissen aber, dass Überproduktion und Konsumanreize, die dem
125 Kapitalismus inhärent sind, zu Überkonsum und damit zur Erschöpfung der
126 planetaren Ressourcen führen. Eine weitere wichtige Rolle in der bürgerlichen
127 klimapolitik spielen Marktmechanismen, wie handelbare Emissionsrechte. Die
128 Schweiz setzt sich bei internationalen Klimaverhandlungen besonders stark für
129 diese Mechanismen ein, um somit vor allem Emissionsreduktionen in anderen
130 Staaten zu finanzieren - die zum Teil so oder so geschehen wären - statt sich um
131 inländische Emissionen zu kümmern. Diese Marktmechanismen sind nicht nur ein
132 ungenügendes Mittel für eine effiziente Klimapolitik, sondern hatten sogar in
133 den ersten Jahren ihrer Anwendung sogar eine kontraproduktive Rolle gespielt,
134 indem sie den Ausstieg aus den fossilen Energien gebremst haben. Schliesslich
135 charakterisiert sich die aktuelle Klimapolitik durch den Glauben, dass
136 Technologien und Innovation die Klimakrise lösen können. Die Entwicklung von
137 Technologien, die die Umwelt immer weniger belasten, ist sicherlich eine gute
138 Sache und wird von grossem Nutzen sein, ebenso wie der wissenschaftliche
139 Fortschritt. Diese neuen Technologien werden jedoch sicherlich nicht ausreichen,
140 um Krisen zu lösen. Und vor allem macht der Wachstumszwang die potenziellen
141 Vorteile dieser Technologien zunichte. Mit weniger umweltschädlichen Maschinen

142 haben die Kapitalist*innen einen noch größeren Anreiz, mehr zu produzieren, um
143 noch mehr Profit zu machen. Neue Technologien werden nicht eingesetzt, um die
144 gleiche Menge an Produkten in kürzerer Zeit herzustellen, sondern um mehr
145 Produkte in der gleichen Zeit zu produzieren. Tatsächlich können sich
146 Innovationen nur in einer von der kapitalistischen Logik befreiten Gesellschaft
147 wirklich positiv auswirken. Nur in einer postkapitalistischen Gesellschaft kann
148 der wissenschaftliche Fortschritt dem Wohlergehen der Umwelt und der Menschen
149 zugute kommen, anstatt den Prozess der Gewinnung und Entsorgung natürlicher
150 Ressourcen zu beschleunigen.

151 Wir brauchen also dringend eine Alternative zu dieser bürgerlichen Klimapolitik:
152 eine soziale Klimapolitik. Statt die Verantwortung für die Klimakrise bei den
153 Individuen zu sehen, zeigen wir dass der Kapitalismus die Ursache der Klimakrise
154 ist. Es sind nicht die 99%, sondern die Leute, die am meisten von diesem
155 zerstörerischen System profitieren - also die Überreichen - die für die
156 Bewältigung der Klimakrise und ihrer Folgen zahlen müssen. Auch Grosskonzerne
157 und der Finanzplatz müssen durch Verbote, Besteuerung und demokratische
158 Kontrolle endlich in Verantwortung genommen werden. Unsere Klimapolitik will
159 nicht das Konsumverhalten der 99% ändern, sondern die Art und Weise der
160 Produktion. Wir brauchen deshalb einen ökosozialen Umbau der Produktionssphäre.
161 In diesem Umbau soll niemand auf der Strecke bleiben, die soziale Dimension
162 unserer Klimapolitik ist absolut zentral. Um einen ökologischen Wandel für die
163 99% zu gewährleisten, muss Care-Arbeit außerdem ein wichtiger Hebel und ein
164 Hauptbestandteil im Kampf gegen die Klimakrise sein. Schliesslich ist unsere
165 Klimapolitik internationalistisch und klimagerecht. So müssen die 99% im
166 Globalen Süden so gut wie möglich vor den Folgen der Klimakrise geschützt und
167 bei der Anpassung an diese Lage bedingungslos unterstützt werden.

168 **Unsere Vision: das Gute Leben für alle!**

169 Wir sehen: Der Kapitalismus verursacht und fördert Krisen und bildet das
170 Fundament für den Profit von wenigen auf Kosten der 99%. Den Aufbruch in eine
171 Zukunft, in der das gute Leben für alle garantiert ist, müssen wir jetzt wagen.
172 Massnahmenpläne mit Schritten für eine soziale und radikal antikapitalistische
173 Klimapolitik gibt es bereits zahlreiche, nun gilt es diese umzusetzen und dafür
174 holen wir unser Geld zurück! Damit wir der Gesellschaft aufzeigen können, für
175 was es zu kämpfen gilt, brauchen und haben wir klare Ideen; Unsere
176 ökosozialistische Gesellschaftsvision beruht auf drei Säulen: demokratisch
177 ökologische Planung, Postwachstum und Care-Ökonomie.

178 **Demokratisch ökologische Planung**

179 Der wirtschaftliche Umbau kann nicht isoliert passieren, sondern geht zwingend
180 mit einer radikalen Umwandlung jeglicher Gesellschaftsstrukturen einher. Ziel
181 soll eine demokratische, ökologische, dezentrale Planwirtschaft sein, nur so
182 kann das Wohl der Gesamtgesellschaft ins Zentrum gestellt werden. Durch eine
183 Verwaltung und Planung auf mehreren Ebenen, innerhalb von Unternehmen, in
184 politischen Institutionen oder Organisationen. Eine Verwaltung in der die
185 Betroffenen unter Berücksichtigung der Bedürfnisse der Bevölkerung und der
186 Kapazitäten der Umwelt selbst über die Produktion und die dazu benötigten Mittel
187 demokratisch bestimmen. Wir müssen sicherstellen, dass die Produktion
188 vernünftig ist und die tatsächlichen Bedürfnisse der Menschen widerspiegelt,
189 dass die ökologische Wende beginnt und im Interesse der meisten Menschen erfolgt
190 und schließlich, dass weder die Natur, noch Tiere oder Menschen ausgebeutet
191 werden.

192 **Postwachstum**

193 Unsere Gesellschaft muss zwingend vom kapitalistischen Zwang nach Wachstum
194 befreit werden. Wir streben nach einer Postwachstumsgesellschaft,

195 welche eine Entmaterialisierung, eine Verantwortungsübernahme und eine
196 Neuausrichtung der Wirtschaft durch die gesteuerte Schrumpfung von
197 Wirtschaftstätigkeiten mit konkretem Materialverbrauch impliziert. [\(7\)](#) Damit
198 soll die Überproduktion sowie der Überkonsum eingedämmt und dann überwunden
199 werden. Das bedeutet, dass ein Wandel in Gang gesetzt werden muss, der darauf
200 abzielt, eine neue Gesellschaft aufzubauen, die auf anderen Werten wie
201 Nachhaltigkeit, Demokratie, Gerechtigkeit und kollektivem Wohlergehen beruht.
202 Wachstum kann und muss sich nur auf die Qualität beziehen, statt wie bisher auf
203 die Quantität. Es soll besser und bedürfnisorientiert, statt einfach immer mehr
204 produziert werden. Damit die Menschen mehr Zeit für ein gutes Leben haben, soll
205 eine massive Arbeitszeitverkürzung umgesetzt werden. So bleibt mehr Zeit für
206 gesellschaftliche Tätigkeiten und Familie. Ausserdem wird dieser Schritt zentral
207 zur Aufhebung der sozialen Ungleichheit beitragen können.

208 **Care-Ökonomie**

209 In einer ökosozialistischen Gesellschaft spielt Care-Arbeit eine zentrale Rolle,
210 nur so kann das Zusammenleben in einer Gesellschaft den menschlichen und
211 tierischen Bedürfnissen gerecht werden. Die Care-Bereiche sollen kollektiviert
212 und demokratisch organisiert sein. [\(8\)](#) Die Beanspruchung von Care-
213 Dienstleistungen stellen ein Grundbedürfnis aller empfindungsfähigen Individuen
214 dar, was Care-Arbeit zu einem wichtigen Grundstein jeder Form des Zusammenlebens
215 macht. [\(9\)](#) Die dezentrale und staatliche Organisation von Care-Strukturen
216 innerhalb von Gemeinschaften ist daher unumgänglich und zentral für eine

217 bedürfnisorientierte und dezentrale Selbstverwaltung.

218 Eine solidarische Gesellschaft, in der Care-Arbeit gerecht verteilt ist, baut
219 Krisenresistenz auf. Durch ein starkes soziales Netz ist sie in Katastrophen und
220 Krisen resilienter - eine Eigenschaft, die gerade mit zunehmenden
221 Extremwetterereignissen in der Klimakrise dringend nötig ist.

222 **Auf zur ökosozialistischen Wende!**

223 Wenn wir nicht nur das Überleben, sondern ein gutes Leben für alle gewährleisten
224 wollen, muss das Steuer jetzt herumgerissen werden. Die Überwindung des
225 Kapitalismus ist unumgänglich und so dringend wie nie zuvor. Wir glauben nicht
226 ans Märchen vom grünen Wachstum, sondern stehen ein für eine radikal soziale und
227 antikapitalistische Klimapolitik. Die Verursacher*innen der Krise hätten gestern
228 schon zur Kasse gebeten werden sollen, heute aber ziehen wir sie konsequent in
229 Verantwortung, denn es ist an der Zeit, diesem zerstörerischen System ein Ende
230 zu setzen! Eine andere Welt ist möglich - auf zum Ökosozialismus!

231

232 **Fussnoten**

233 (1) Masson-Delmotte, Valérie et al. : Global Warming of 1.5°C. Summary for
234 policy makers (im Rahmen des IPCC Berichtes), o.0 2022

235 (2)<https://juso.ch/de/standpunkte/klima/>

236 (3) Die ursprüngliche Akkumulation bezeichnet den Prozess (ca. ab dem 15.
237 Jahrhundert), der das Einrichten der kapitalistischen Produktionsverhältnissen
238 und der Kapitalakkumulation ermöglicht hat.

239 (4) Geplante Obsoleszenz bezeichnet die durch ein Unternehmen bewusste
240 Einschränkung der Lebensdauer von Produkten.

241 (5) People of Color

242 (6) Frauen, Lesben, inter, nonbinäre, trans und agender Menschen

243 (7) Climatestrike Switzerland: Klimaaktionsplan. Kurzfassung, Zürich 2021, S.
244 30.

245 [\(8\)](#) Winker, Gabriele: Care-Revolution als feministisch-marxistische
246 Transformationsperspektiv, in: das Argument, XX 2015, S. 538.

247 [\(9\)](#) Madörin, Mascha: Care Ökonomie. Eine Herausforderung für die
248 Wirtschaftswissenschaften, in: Caglar, Gülay (Hrsg.): Gender and Economics.
249 Feministische Kritik der politischen Ökonomie, Wiesbaden 2010, S. 90.